

Brochure n° 3136

**Convention collective nationale**

IDCC : 1480. – **JOURNALISTES**  
**(9<sup>e</sup> édition. – Juillet 2005)**

---

Brochure n° 3285

**Convention collective nationale**

IDCC : 1922. – **RADIODIFFUSION**  
**(Accord d'étape)**  
**(4<sup>e</sup> édition. – Décembre 2003)**

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 25 JUILLET 2005  
DU SYNDICAT NATIONAL DES RADIOS LIBRES À DEUX CONVENTIONS ET À  
L'AVENANT DU 31 DÉCEMBRE 2003 RELATIF À LA FORMATION PROFES-  
SIONNELLE

NOR : ASET0551017M  
IDCC : 1922, 1480

---

Saint-Denis, le 25 juillet 2005.

*Le syndicat national des radios libres, à Monsieur le ministre de  
l'emploi, du travail et de la cohésion sociale direction des  
relations du travail, sous-direction de la négociation collec-  
tive, bureau des conventions collectives, 39-43, quai André-  
Citroën, 75902 Paris Cedex 15.*

Monsieur le ministre,

Par la présente, le syndicat national des radios libres, organisation profes-  
sionnelle représentative dans l'audiovisuel des opérateurs de radiodiffusion, a  
l'honneur de vous demander de prendre acte de son adhésion à :

- la convention collective nationale de la radiodiffusion n° 3285 du  
11 avril 1996 ;

- la convention collective nationale des journalistes n° 3136 du 1<sup>er</sup> novembre 1976 ;
- l'avenant à la CCN de la radiodiffusion du 31 décembre 2003 « relatif à la formation professionnelle continue » intervenu entre d'une part le SNJ et le SNJ-CGT, et d'autre part, la CNRL.

Par ailleurs, dans l'attente de nouvelles dispositions qui résulteront éventuellement de concertations en cours, le syndicat national des radios libres vous confirme qu'il n'a pas adhéré à l'accord de branche du 17 février 2005 portant sur « le financement de la formation professionnelle dans l'audiovisuel ».

Nous vous demandons que, dans le cadre de son extension éventuelle, soient explicitement exclues de son champ d'application (selon les mêmes termes réservés à la distribution cinématographique et aux exploitants des salles de cinéma) les entreprises répertoriées en 922 A, et en tout état de cause les professions représentées par le syndicat national des radios libres.

Je vous prie d'informer des présentes la commission mixte des radios privées et des journalistes des radios privées et les partenaires sociaux concernés.

Restant à votre disposition pour plus ample informé, je vous prie d'agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.

*Le président.*